



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRETE

du 25 JUL. 2016

mettant la société RAUSCHER en demeure de régulariser  
la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes située à Butten et à Diemeringen

Le Préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-7 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1994 ayant autorisé la société Générale de Poterie d'Alsace (GPA) à exploiter une carrière située à Butten et à Diemeringen ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2013 mettant en demeure la société RAUSCHER de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes située à Butten et à Diemeringen ;

VU le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière située à Butten et à Diemeringen déposé par la société RAUSCHER le 20 août 2014 et reconnu formellement non recevable par l'inspection des installations classées le 9 octobre 2014 ;

VU le rapport du 27 mars 2013, transmis à la société RAUSCHER, de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport du 9 octobre 2014, transmis à la société RAUSCHER, de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 01 juillet 2016

**CONSIDERANT** que la société RAUSCHER a utilisé la carrière située à Butten et à Diemeringen pour y stocker définitivement des déchets inertes constitués de matériaux terreux et de déblais de terrassement qui proviennent de chantiers du bâtiment ou de travaux publics, sans l'autorisation préfectorale prévue alors par l'article L.541-30-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la société RAUSCHER a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 15 juillet 2013, de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes située à Butten et à Diemeringen ;

**CONSIDERANT** qu'afin de régulariser sa situation, la société RAUSCHER a déposé, le 20 août 2014, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière située à Butten et à Diemeringen, pour une durée de 30 ans ; que le remblaiement de la carrière avec des déchets inertes issus de chantiers du bâtiment ou de travaux publics est prévu pour la remise en état ; que ce dossier a été reconnu formellement non recevable par l'inspection des installations classées le 9 octobre 2014 ;

**CONSIDERANT** que la société RAUSCHER n'a pas complété son dossier ; que la société RAUSCHER n'a pas déféré à la mise en demeure du 15 juillet 2013 ;

**CONSIDERANT** que les installations de stockage de déchets inertes sont des installations classées pour la protection de l'environnement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ; que l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes est soumise à enregistrement en application de l'article L.512-7 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que lorsque des installations sont exploitées sans avoir fait l'objet de l'enregistrement requis en application des dispositions du code de l'environnement, le préfet met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'il détermine ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du département du Bas-Rhin ;

### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société RAUSCHER, RCS Saverne TI 675 880 025 – 58 B 2, dont le siège social est situé 3 rue de la Gare à Adamswiller (67230), est mise en demeure de régulariser, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite à Butten et à Diemeringen, en déposant un dossier de demande d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles R.512-46-1 à R.512-46-7 du code de l'environnement.

**Article 2** : Faute pour la société RAUSCHER de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois pour la société RAUSCHER et commence à courir le jour de la notification du présent arrêté.

**Article 4** : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RAUSCHER par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de Butten et de Diemeringen.

Le Préfet,

